



Extrait du Presse-toi à gauche !

<http://www.pressegauche.org/Freeland-s-en-va-t-en-guerre>

Freeland s'en va-t-en-guerre

- Politique canadienne - Politique -

Date de mise en ligne : mardi 20 juin 2017

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

La Ministre des affaires étrangères, Chrystina Freeland, et son acolyte, le Ministre de la défense Harjit Sajjan, ont annoncé que le Canada allait à la demande de Trump accroître les budgets de la défense à la hauteur de 2 % du PIB. Les dépenses militaires augmenteront ainsi de 70 % en 10 ans.

Tiré de www.counterpunch.org | 9 juin 2017 | Traduction : Laëticia Perray

Non seulement cette décision tourne en ridicule l'engagement pris par Justin Trudeau de redonner au Canada son statut historique de défenseur de la paix, mais elle soumet également le pays aux directives absurdes de l'OTAN exigeant l'augmentation et l'uniformisation des dépenses militaires. Aucun événement, à l'échelle mondiale, ne justifie une telle hausse. Pour le Canada, il n'y a aucune menace à l'horizon. Comme Trudeau l'annonçait en mars, le Canada prend largement sa part au budget de l'OTAN : nous sommes le 6e principal contributeur à l'OTAN et le 16e au niveau international.

Entre-temps, Freeland mène la danse. Devant la Chambre des Communes, elle suggérait que le pays allait trouver le moyen de combler le vide laissé par la politique soi-disant isolationniste menée par les États-Unis. En réalité, dans le gouvernement actuel, quelques individus seulement sont à la manœuvre. La paresse intellectuelle de Justin Trudeau, son absence de vision pour la nation, laissent aux ministres les plus déterminés champ libre pour assouvir leurs ambitions personnelles. Et, de la détermination, Freeland n'en manque pas, particulièrement quand on en vient à son sujet de prédilection : l'« aventurisme » russe.

La dernière intervention militaire canadienne a eu lieu en Libye en 2011. On voulait, disait-on à Ottawa et Washington, sauver les gens. Au bout du compte, l'intervention « humanitaire » a conduit à aggraver l'instabilité politique et à renforcer les groupes comme Daesh. La Libye a implosé, causant la misère, le chômage, la dislocation sociale, et de plus, conduisant à l'émigration vers l'Europe d'un flot de réfugiés désespérés.

Freeland croit-elle que la guerre illégale en Irak est un modèle de leadership à la mode US ? Y aurait-elle pris part, contrairement à Jean Chrétien ? Et que dire du massacre au Yémen ? Si nous remontions un peu le temps, Freeland verrait-elle dans les multiples interventions des États-Unis pour renverser des gouvernements et installer des dictatures, l'incarnation de ce leadership ? Le « leadership » américain porte, dans nombre de pays autour du globe, un autre nom : impérialisme.

Accorder de la crédibilité aux propos de Trump en matière de défense ou de politique étrangère américaine est risible. Les USA n'ont jamais annoncé qu'ils allaient fermer une seule de leurs 800 bases militaires présentes un peu partout dans le monde. Trump est sur le point d'accepter la requête de l'armée réclamant la réquisition de milliers de troupes supplémentaires pour l'Afghanistan. Les budgets militaires états-uniens - qui s'élèvent déjà à 600 milliards de dollars - recevront 54 milliards de dollars supplémentaires en 2017.

En vérité, ce n'est plus de défense, mais de guerre dont il s'agit. Nous sommes en pleins préparatifs d'une relance de l'aventurisme occidental, se servant de l'OTAN pour ranimer un capitalisme sur le déclin, quitte à ne pas hésiter de sortir des gros bâtons. Selon Freeland, « la coercition est parfois nécessaire au bon développement et à la démocratie du Canada ». Elle doit nous expliquer, concrètement, ce que cela signifie dans les régions et les conflits qu'elle a identifiés comme zones à surveiller : la Corée du Nord, la guerre civile en Syrie, Daesh, les conflits en Ukraine et dans les Balkans, etc. Dépenser 14 milliards de dollars de plus dans du matériel de guerre ne sera d'aucun avantage pour l'objectif de « paix et stabilité » qu'avait promis le gouvernement Trudeau.